

## **Politique environnementale et politique de développement, une difficile combinaison : le cas de la Bolivie d'Evo Morales.**

Le 25 avril 2008 à New York lors du forum consacré aux questions indigènes organisé par les Nations Unis, Evo Morales faisait quelques recommandations pour sauver la planète et l'humanité face au changement climatique. Parmi ces recommandations il proposait de mettre un terme au système capitaliste car selon lui, « si nous voulons sauver la planète et l'humanité nous sommes obligés de mettre fin au système capitaliste...avec son lot de développement industriel illimité. » Et surtout adopter la philosophie du Vivir Bien en « développant un socialisme communautaire en harmonie avec la Terre Nourricière, car le socialisme ne se limite pas seulement qu'à défendre les peuples les plus fragiles mais c'est une obligation pour les êtres humains de vivre en parfaite harmonie avec la Terre Nourricière. »

Cette vision d'Evo Morales sur le changement climatique pose une problématique à savoir : Politique écologiste et politique de développement sont-elles compatibles ? Comment s'adapter de la meilleure des manières possibles au changement climatique ? Dans cet article nous proposons des pistes de réponse à cette problématique. Pour se faire, nous allons passer à la loupe les politiques mises en place par le gouvernement de Morales tout au long de sa mandature pour la protection de l'écosystème en Bolivie.

L'un des piliers de la politique environnementale du gouvernement de Morales se résume essentiellement dans la loi n°300 « Loi-cadre de la Terre Nourricière et du développement intégral pour Vivre Bien » qui a pour fondement la philosophie du Vivir Bien. Il faut entendre par développement intégral la mise en œuvre de politiques sociales, culturelles, économiques et écologiques qui respectent l'écosystème et la biodiversité. Mais que comporte réellement cette loi ? Et que dit la philosophie du Vivir Bien ?

### **1- Loi-cadre de la Terre Nourricière et développement intégral pour Vivre Bien**

Cette loi promulguée le 15 octobre 2012 a pour but de servir de norme lors de l'élaboration de politiques, stratégies et programmes de développement dans tous les secteurs de l'État, mais aussi au niveau territorial<sup>1</sup>. Dans le chapitre II de la première partie de cette loi il est défini les obligations de tout citoyen bolivien vis-à-vis de la biodiversité, « l'État plurinational de Bolivie et tout individu ou collectivité à l'obligation de prévenir et/ou d'éviter la destruction de la biodiversité. Ils ont aussi l'obligation de poser des actions qui favorisent la réparation et la restauration de la biodiversité.

Le chapitre II de la deuxième partie consacré aux objectifs du développement intégral fait mention des objectifs recherchés par l'État plurinational de Bolivie par l'application de cette loi qui sont entre autres, de prévenir et diminuer tout ce qui pourrait engendrer la vulnérabilité du peuple bolivien, orienter les investissements dans le juste respect de la biodiversité, et faciliter l'accès à l'éducation et la santé. En ce qui concerne les activités de production et d'exploitation des ressources minières et des hydrocarbures, elles devront se faire avec des technologies qui permettent de réduire considérablement les conséquences sur la biodiversité. De ce fait, toute entreprise publique et privé qu'elle soit nationale ou étrangère doit être tenue

---

<sup>1</sup> Ley marco de la Madre Tierra y desarrollo integral para Vivir Bien, Bolivie, 15 octobre 2012

pour responsable face aux dommages causés sur la biodiversité du fait de leurs activités, et devront être sanctionnés à juste titre<sup>2</sup>.

Dans le chapitre I de la troisième partie consacrée aux orientations politiques face au changement climatique, la promotion et l'application des pratiques et connaissances ancestrales est recommandée afin de réduire les conséquences du changement climatique. En application de la politique du Vivre Bien les autorités publiques sont chargées de la protection de la Terre Nourricière ainsi que tous ses composants. Et la réalisation de tout programme d'infrastructure, de politique économique à caractère public ou privé doit faire l'objet d'une analyse de coût/bénéfice pour la biodiversité avant une quelconque exécution<sup>3</sup>.

## 2- La philosophie du Vivre Bien

Evo Morales explique la philosophie du Vivir Bien en ces termes :

« Construire un socialisme qui soit en harmonie avec la Terre Nourricière. Vivir Bien parce que nous n'aspérons pas vivre mieux que les autres. Nous ne croyons pas à la conception linéaire du progrès et du développement illimité au dépend des autres et de l'environnement. Nous nous croyons à la complémentarité et non à la compétition. Vivir Bien ce n'est pas seulement penser en termes de revenu par habitant mais penser à l'identité culturelle, à la communauté, à l'harmonie entre nous êtres humains et avec la Terre Nourricière. Nous, peuples indigènes du monde croyons en un communisme communautaire basé sur les hommes et non la bureaucratie étatique qui fait passer ses privilèges au-dessus de la société. Dans nos traditions, les autorités sont des serviteurs de la communauté et non des personnes qui se servent de la communauté. Le communautarisme met les intérêts de la communauté au-dessus d'un quelconque privilège de pouvoir. Le socialisme communautaire est justement le fait de penser avant tout au bien commun, c'est aussi lutter pour les droits économiques, sociaux et culturels. Et il ne se limite pas seulement qu'aux êtres humains mais il va au-delà en prenant en compte la nature et la biodiversité. Il n'est pas question de suivre un modèle de développement basé sur l'industrialisation à n'importe quel prix. Nous ne croyons pas au progrès illimité, mais plutôt en un équilibre entre les humains, et fondamentalement avec la Terre Nourricière. Nous n'avons pas plusieurs alternatives, soit nous continuons sur la voie du capitalisme, donc vers une catastrophe certaine, ou bien nous empruntons la voie d'un compromis et d'une vie harmonieuse avec la nature. Le changement n'est pas du tout facile surtout lorsque ceux qui ont toujours vécu dans l'abondance doivent abandonner tout ce qui leur procure de la richesse. Mais nous n'avons pas le choix, soit nous acceptons de maintenir ce système de privilégiés ou choisissons de garantir la survie de l'espèce humaine sur terre<sup>4</sup> ».

## 3- Définition du Vivir Bien

Étymologiquement le concept du Vivir Bien n'est pas perçu de la même manière d'une communauté indigène à une autre.

Vivir Bien selon le peuple Aymara-Quechua de Bolivie :

---

<sup>2</sup> Chapitre II de la deuxième partie consacré aux objectifs du développement intégral, «Ley marco de la Madre Tierra y desarrollo integral para Vivir Bien», Bolivie, 15 octobre 2012

<sup>3</sup>Chapitre I de la deuxième partie de la Ley marco de la Madre Tierra y desarrollo integral para Vivir Bien, Bolivie, 15 octobre 2012

<sup>4</sup> Coordinadora Andina de Organizaciones indígenas, «Buen Vivir/Vivir Bien», Lima, junio, 2010.

Selon la cosmovision des peuples Aymara et Quechua, toute forme d'existence a la même valeur. La terre est faite de cycle : une époque de semis, et de récolte, tout comme la vie est faite de période active et de période passive. Les Aymaras disent « suma qamañatakija, sumanqañaw = pour vivre dans la plénitude il faut être en harmonie avec soi-même<sup>5</sup>. » Dans la philosophie du Vivir Bien le plus important ce n'est ni l'être humain ni l'argent, mais plutôt la vie et le fait de vivre en harmonie avec la nature. Vivir Bien c'est vivre en communauté dans la fraternité, la complémentarité, dans l'autosuffisance et non dans la compétition. Pour ces peuples, c'est cela la base de la protection environnementale et aussi de l'humanité tout entière.

Le Vivir Bien c'est faire une croix sur l'opulence et le gaspillage. Selon le peuple Guarani, le Vivir Bien implique respect pour la vie : « on vit bien lorsqu'on est en harmonie avec la nature, les esprits, avec les anciens, avec les enfants, en un mot être en harmonie avec tout ce qui nous entoure, c'est ça le Vivir Bien. <sup>6</sup>» Même si le Vivir Bien prend différente étymologie d'une communauté à une autre, tous ces peuples indigènes vouent un profond respect à tout ce qui existe sur terre et vivent en parfaite harmonie avec la biodiversité ce qui leur permet encore de résister à une probable disparition de leur civilisation.

Pour comprendre véritablement le sens du Vivir Bien « la vie en plénitude » il faut déjà faire la différence avec vivir mejor « vivre mieux ». Ces deux modes de vie sont issues de différents horizons, deux différents paradigmes. Le vivir mejor implique une course pour la richesse, avoir plus de pouvoir, plus de notoriété que l'autre, le progrès illimité et un monde de consommation. Dans le système éducatif actuel, de l'école élémentaire jusqu'à l'université l'esprit de compétition est enseigné à chaque échelle, avoir une carrière professionnelle pleine, réussir coûte que coûte au détriment des autres. De ce fait, nous pouvons dire que le vivir mejor a engendré une société déséquilibrée et insensible face à la souffrance humaine, mais il a surtout mis en péril l'humanité avec la course au développement qui a profondément impacté la biodiversité et ainsi précipité des phénomènes naturels imprévisibles. Cependant, la philosophie du Vivir Bien invite l'être humain à vivre permanentement en harmonie avec tout ce qui l'entoure, à ne pas consommer ou produire plus que l'écosystème ne peut supporter, à réutiliser et recycler tout ce qui est utilisé.

#### **4- Les contradictions de la politique de protection environnementale**

Face au changement climatique il est primordial de mettre en place des mesures politiques au niveau des États afin de réduire considérablement les effets de l'action de l'homme sur le climat. Mais au même moment les États sont lancés à la course au développement qui met de plus en plus l'équilibre de la biodiversité et l'existence humaine en péril, dévoyant ainsi la politique de protection environnementale. Le gouvernement d'Evo Morales (2006-2019) a fait cette amère expérience.

En effet, en 2010 son gouvernement décide de construire une autoroute traversant le Territoire Indigène Parc Nationale Isiboro Sécuré (TIPNIS) situé au cœur du pays à cheval sur les départements de Cochabamba et de Beni dans le bassin amazonien. Pour défendre ce projet, le gouvernement par la voix du vice-président Garcia Linera a avancé les arguments suivants :

- **Au niveau social** : cette autoroute a pour objectif d'unir les villes de Trinidad, Beni en passant par San Ignacio de Moxos à Villa Tunari afin que les populations qui n'ont pas

---

<sup>5</sup> coordinadora Andina de Organizaciones indígenas, «Buen Vivir/Vivir Bien», Lima, junio, 2010

<sup>6</sup> Op.cit.

accès aux services publics basiques tels que les infrastructures sanitaires puissent y avoir accès par le biais de cette route de connexion.

- **Historique** : trente pour cent du territoire bolivien se trouvant dans l'Amazonie est déconnecté des autres parties du territoire. Pour se faire, c'est une obligation morale pour quelconque État qui se veut sérieux de connecter ces différentes régions et populations entre elles.
- **Economique** : la participation de la ville de Beni dans le Produit Intérieur Brut (PIB) du pays est de deux virgule cinq pour cent. Ainsi, il est d'une évidence que Beni a besoin de voie de connexion pour le connecter avec le reste du pays afin qu'il continue de participer pleinement à la croissance de l'économie du pays. C'est une honte non pas pour le département mais pour nous, pour le reste des Boliviens que nous sommes de laisser ce département dans l'abandon comme s'il appartenait à un autre pays.
- **Géopolitique** : l'autoroute Cochabamba-Beni et celle de La Paz-Beni-Pando va permettre à chaque département de se servir de ses propres capacités pour son développement afin qu'il ait un certain équilibre. Cette autoroute est la stratégie politique la plus importante que la Bolivie ait eu à prendre durant ces cinquante dernières années qui va permettre qu'il n'y ait pas de régions extrêmement pauvres et d'autres extrêmement riches<sup>7</sup>.

La détermination du gouvernement d'Evo Morales à construire cette autoroute, poussa les organisations indigènes à réagir à travers une série de marches de revendications afin d'éviter que cette route ne passe au cœur du TIPNIS et exiger le respect de leur territoire ainsi qu'une préalable consultation tel que prévu par la constitution et les conventions internationales. Ce territoire, au-delà d'être protégé par la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), est revendiqué par les populations indigènes vivants sur ce territoire non pas à cause de son statut de parc national, mais parce qu'elles le considèrent comme territoire indigène. Dans ce contexte, ce conflit serait perçu non pas comme un bras de fer pour une autoroute entre les indigènes du TIPNIS et le gouvernement de Morales, mais plutôt comme un conflit pour la survie d'un peuple. Car comme le mentionne Serela Paz, ce qui serait en danger c'est l'économie du peuple de l'Amazonie, qui est basé sur l'exploitation collective de tout ce qui provient de la forêt Amazonique<sup>8</sup>.

La construction de cette autoroute par le gouvernement de Morales s'inscrit dans la droite ligne de sa politique de développement qui est basée essentiellement sur l'extraction/exportation des matières premières du pays. Ce programme de développement quant à lui s'inscrit dans le cadre de mégaprojets régionaux comme le programme Initiatif d'Intégration Régionale Sud-Américaine (IIRSA). Ce projet qui menace non seulement les populations autochtones du TIPNIS, mais surtout la biodiversité, a mobilisé les différentes organisations qui défendent les droits des communautés indigènes à travers le monde entier. C'est dans cette logique qu'elles ont adressé une lettre au président Morales le 21 septembre 2011, dont voici un extrait :

« Nous approuvons le travail de l'État plurinational de Bolivie à soutenir et respecter les droits des peuples indigènes, pour trouver une réponse cohérente et effective au changement

---

<sup>7</sup> Jenny Ortiz, «Bolivia, del proceso de cambio a los cambios en el proceso», Revista de estudios bolivianos, volumen 18, Bolivia, 2011

<sup>8</sup> Paz, Sarela, «La Marcha indígena del TIPNIS en Bolivia y su relación con los modelos extractivos de América del Sur», Revista de investigación sobre Bolivia, La Paz, 2012

climatique, de reconnaître le droit à l'eau, pour sa reconnaissance formelle de la part de l'État des droits sur l'écosystème et la biosphère... Nous avons aussi suivi avec beaucoup d'intérêt la volonté d'incorporer ces principes dans la constitution politique du pays de 2009, tel est le cas de la loi sur les droits de la Terre Nourricière. Nous reconnaissons le rôle actif qu'a joué la Bolivie pour faciliter la participation de la société civile internationale dans le débat mondiale sur le changement climatique... Le TIPNIS est un exemple parfait de respect de l'environnement et des droits des peuples indigènes... Monsieur le président, votre gouvernement s'est engagé pour la protection de cette écosystème et des communautés qui y vivent à travers l'assainissement et la reconnaissance de ce territoire indigène, ainsi que la protection du parc national. Cependant, ce compromis est malheureusement mis en question par le projet de construction d'une nouvelle autoroute qui divisera le territoire en deux parties et va accélérer la déforestation, la colonisation incontrôlée, et le déplacement des communautés et peuples indigènes vivant sur ce territoire. Votre discours et les actions de votre gouvernement viennent prouver le manque de respect de votre part vis-à-vis de ces communautés indigènes. L'autoroute va empirer la déforestation actuelle du TIPNIS... Vous êtes en train de construire cette autoroute en violation des droits des communautés indigènes du TIPNIS. En 2009 le gouvernement bolivien a octroyé le titre officiel de Terre Communautaire d'Origine (TCO) à la Subcentrale du TIPNIS reconnaissant ainsi sa légitimité... Monsieur le président, nous lisons avec tristesse lorsque vous dites : « qu'ils veulent ou non, nous allons construire cette route » et « nous allons poursuivre les consultations mais qu'ils sachent que ça ne sera pas des résultats contraignants » ... Le conflit du TIPNIS met également en danger d'autres territoires indigènes. Les différents commentaires venant de votre gouvernement donnent l'impression que la polémique actuelle n'est pas un cas isolé et peut servir de précédent pour d'autres projets dans d'autres parcs nationaux, territoires indigènes et d'autres espaces protégés... Étant des activistes qui luttent pour la justice sur la planète, nous vous exhortons ainsi que l'État bolivien à résoudre ce conflit de manière urgente et de façon pacifique<sup>9</sup> »

Le discours de Morales concernant la protection environnementale présente une certaine contradiction, à l'échelle internationale il présente une forte dimension éco-communautarisme, tel est l'exemple de la Loi-cadre de la Terre Nourricière et développement intégral pour vivre bien. Une norme qui définit officiellement les droits de la Terre Nourricière. Cependant, elle présente la philosophie du Vivir Bien comme une alternative, même plus, comme un critère de développement<sup>10</sup>. Dans ce contexte, la philosophie du Vivir Bien inspiré de la cosmovision des communautés indigènes et qui est pour elles une forme de vie, donc un projet alternatif de civilisation est devenu comme un simple principe paradigmatique qui apparaît de nombreuses fois dans la constitution bolivienne, et présenté par le gouvernement tel un sujet de débat dans les forums internationaux.

Si cette autoroute traversant le TIPNIS était construite, elle aurait mis en péril son écosystème. Car ce territoire présente des caractéristiques uniques en Bolivie et en Amérique du Sud à cause principalement de son excellent état de conservation et une composition géomorphologique impressionnante. Les projets que les différents

---

<sup>9</sup> <https://amazonwatch.org/assets/files/20110921-tipnis-carta-a-evo-morales.pdf>, consulté le 08/08/2023

<sup>10</sup> Gudynas, Eduardo, *El malestar Moderno con el Buen Vivir: Reacciones y resistencias frente a una alternativa al desarrollo*, Centro Latino Americano de Ecología Social, Quito, 2013

gouvernements de Morales ont mis en place ne sont pas totalement en accord avec la philosophie du Vivir Bien, car avec la politique de souveraineté alimentaire et d'extraction des ressources naturelles il faut produire de plus en plus pour le marché extérieur. Il y a donc toute une série de contradictions qui font du Vivir Bien un discours théorique, qui ne se concrétise pas dans les faits au niveau des municipalités, des départements, voire à l'échelle nationale. La gestion de la terre et ses ressources n'ont de ce fait pas changé. Le néo-extractivisme apparaît aux yeux des opposants de Morales comme un modèle néocolonial issu du saccage des ressources naturelles. L'émancipation à travers l'industrialisation ne correspondrait qu'à un nouveau consensus international, soutenu par les gouvernements progressistes. Ainsi, la Bolivie joue le rôle d'exportatrice des matières premières sans prendre véritablement en considération les impacts socio-environnementaux<sup>11</sup>.

Cette course au développement semble montrer qu'il est difficile d'adopter comme il se doit la posture éthique du Vivir Bien. Alvaro Garcia Linera vice-président de l'État plurinational d'alors rappelle que l'industrialisation du pays est nécessaire et que l'État ne peut pas ignorer les besoins des concitoyens. Ainsi, les efforts ne peuvent pas être concentrés uniquement sur la préservation environnementale mais il faut plutôt trouver un équilibre entre la protection de l'environnement et les autres besoins indispensables pour la bonne marche du pays.

## **Conclusion**

Les bouleversements climatiques de ces dernières décennies menacent de plus en plus la survie de l'espèce humaine. Il devient donc urgent de trouver une alternative à notre mode de vie actuel qui a sans doute montré ses limites. C'est dans cette logique que sont organisés des forums sur le climat afin de trouver des solutions idoines face à cette menace. La plupart des États du monde entier ont créé des ministères chargés essentiellement de proposer des solutions pour réduire considérablement les conséquences du changement climatique sur la vie humaine. Mais au même moment ces États sont lancés dans une course effrénée à l'industrialisation mettant ainsi à mal les efforts pour la protection de la biodiversité.

Lorsqu'Evo Morales a pris le pouvoir en Bolivie en 2006, il a montré que la protection environnementale serait au cœur de ses programmes politiques. C'est dans cette optique qu'il a promulgué la loi n°300 « loi-cadre de la Terre Nourricière et développement intégrale pour vivre bien » fondé sur la philosophie du Vivir Bien qui elle, calqué sur la cosmovision des communautés indigènes. Mais très vite le gouvernement de Morales a été rattrapé par la course au développement industriel et économique avec des mégaprojets routiers et l'exploitation/exportation des ressources naturelles qui causent évidemment des dommages sur la biodiversité. Cette envie d'industrialiser le pays et au même moment s'ériger en protecteur de l'écosystème montre à quel point il est difficile de combiner la politique de protection environnementale avec la politique de développement industrielle et économique. Cependant, il est primordial de trouver une alternative au risque de voir périr l'espèce humaine. Il serait sans doute nécessaire d'encadrer l'industrialisation et mettre

---

<sup>11</sup> Svampa, Maristella, « Néo- "développementiste" extractivisme, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », Problèmes d'Amérique latine, Vol. 3, no 81, 2011, p. 101 -127.

véritablement l'intérêt supérieur de l'être humain au cœur des politiques de développement, et surtout avoir un profond respect pour la biodiversité.

## Bibliographie

Albó, Xavier, ««Suma qamafia = convivir bien. ¿Como medirlo?». In *Vivir bien, ¿Paradigma no capitalista?*, sous la direction de Farah, I. et Vasapollo, L., La Paz, 2011, p. 133-144.

Arkonada, Katu, «Propuesta para la transición. Nuevo modelo económico y nuevo enfoque de políticas públicas bajo el horizonte del Vivir Bien». In *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, sous la Dir. de Katu Arkonada, Barcelone, 2012, p. 197-215.

Choquehuanca, David, «El Vivir Bien como fundamento del Nuevo Estado Plurinacional de Bolivia», Escuela de Gestión Pública Plurinacional - Ministerio de la Educación, La Paz, 2010.

Estermann, Josef, «Vivir Bien como utopía. La concepción andina del vivir bien y su aplicación en el socialismo democrático en Bolivia», *Anales de la Reunión Anual de Etnología*, n°24, Bolivia, 2012, p. 517-533.

García, Jean-René, *La Bolivie. Histoire constitutionnelle et ambivalence du pouvoir exécutif*, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 284.

Gozalvez, Gonzalo, «La economía comunitaria y el Vivir Bien en el Estado Plurinacional de Bolivia». In *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, sous la Dir. de Katu Arkonada, Barcelone, 2012, p. 167-195.

Helier, Chaia, *Désir, nature et société. L'écologie sociale au quotidien*, Éco-société, Montréal, 2003, p. 266.

Huanacuni Mamani, Fernando, *Vivir Bien/Buen Vivir. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales*. La Paz, 2010, p. 118.

Svampa, Maristella, « Néo- "développementaliste" extractivisme, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, Vol. 3, no 81, 2011, p. 101 -127.

Gudynas, Eduardo, *El malestar Moderno con el Buen Vivir: Reacciones y resistencias frente a una alternativa al desarrollo*, Centro Latino Americano de Ecología Social, Quito, 2013.

Paz, Sarela, «La Marcha indígena del TIPNIS en Bolivia y su relación con los modelos extractivos de América del Sur», *Revista de investigación sobre Bolivia*, La Paz, 2012.

Jenny Ortiz, «Bolivia, del proceso de cambio a los cambios en el proceso», Revista de estudios bolivianos, volumen 18, Bolivia, 2011.

Coordinadora Andina de Organizaciones indígenas, *Buen Vivir/Vivir Bien*, Lima, junio, 2010.

Ley marco de la Madre Tierra y desarrollo integral para Vivir Bien, Bolivia, 15 octubre 2012.

Ministerio de Planificación del Desarrollo, Plan Nacional de Desarrollo. « Bolivia Digna, Soberana, Productiva y Democrática para Vivir Bien ». Lineamientos estratégicos 2006-2011 (Decreto Supremo No 29272/2007), 2007.

Pacheco Balanza, Diego, «Dimensiones territoriales del Vivir Bien». In *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, sous la Dir. de Katu Arkonada, Barcelone, 2012, p. 105-125.